

Stopper la guerre en Ukraine ! La paix partout, pour tous, toujours

Déclaration du Conseil national du PCF

Paris le 19 mars 2022

Le 24 février 2022, le chef de l'Etat de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, ordonnait le lancement d'une invasion militaire contre l'Ukraine, au prétexte d'une « dénazification » du pays et de la « protection » des populations russophones. Cette guerre est une calamité pour le peuple ukrainien, l'Europe et le monde entier.

Le Parti communiste français (PCF) a condamné avec force, dès le 24 février, l'agression militaire russe contre l'Ukraine. Le PCF réaffirme sa pleine solidarité avec le peuple ukrainien, avec tou-te-s les réfugié-e-s, avec les forces démocratiques, de gauche et de paix en Ukraine.

En violant l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine, Vladimir Poutine porte l'entière responsabilité du déclenchement de cette guerre.

A cette heure, plus de 3 millions de personnes ont fui l'Ukraine, le bilan humain en victimes civiles et militaires est déjà lourd. Des hôpitaux pédiatriques et généraux ont été bombardés par l'armée russe, ce qui constitue des crimes de guerre. Les populations demeurées sur place sont en outre menacées de famine à courte échéance.

L'invasion russe du 24 février – au mépris absolu du droit international – est injustifiable sur le plan politique et inadmissible sur le plan moral. En infligeant au peuple ukrainien de telles souffrances, Vladimir Poutine a sciemment placé son pays, la Russie, au ban de la légalité internationale. C'est une double atteinte inacceptable au droit et aux conventions internationales ainsi qu'au cadre multilatéral des relations internationales.

Le chef de l'Etat de la Fédération de Russie s'est notamment référé à la non application des Accords de Minsk 2 par le gouvernement du président Volodymyr Zelenski pour lancer l'agression militaire contre l'Ukraine ; or la guerre, maintenant sur tout le territoire ukrainien, ne peut qu'aggraver celle qui ravage le Donbass depuis 2014 et dont les populations, russophones et ukrainophones, ont déjà payé un trop lourd tribut, avec près de 15 000 morts (dont un tiers de civils) et l'exil de 1,5 million d'Ukrainien-ne-s.

Il ne s'agit en aucun cas d'une « guerre de civilisation ». Les causes de cette guerre entre deux pays de type capitaliste périphérique sont d'ordre géopolitique et stratégique, même si elles puisent aussi dans les contradictions du régime capitaliste russe, à la fois dépendant des marchés énergétiques mondiaux et recherchant de plus en plus l'autosuffisance.

La dislocation de l'URSS en 1991 s'est accompagnée, en Russie comme en Ukraine, d'une violente restauration capitaliste favorisant l'essor des nationalismes et des extrêmes droites russes et ukrainiennes.

Si le chef de l'Etat russe maintient encore ses buts de guerre dans un certain flou, son projet géostratégique hyper-nationaliste « grand russe » ne peut plus, depuis son discours du 21 février, faire de doute pour quiconque. Ce projet porte en lui la haine et la domination ; c'est là une régression historique et politique.

*

Solidarité, cessez-le-feu et solution politique

L'urgence absolue est de stopper la guerre par tous les moyens politiques possibles et d'ouvrir sur-le-champ des négociations sous égide des Nations unies (ONU).

Dans l'immédiat, la protection du peuple ukrainien, l'accueil de tou-te-s les réfugié-e-s et l'assistance sur place aux populations meurtries doit mobiliser l'ensemble des forces de paix.

Non à l'escalade ! Ceux qui, en France, plaident pour une entrée en guerre de l'Otan, notamment par la mise en place d'une « no fly zone » – qui est, en droit militaire, un acte de guerre et non une mesure de protection des populations –, poussent notre pays et l'Union européenne à s'inscrire dans une escalade militaire dont personne ne saurait garantir l'issue. **Le peuple ukrainien en serait la première victime.**

En outre, la pression exercée par les Etats-Unis pour des livraisons d'armements lourds à destination de l'Ukraine en guerre par des pays, membres ou non de l'Otan, fait courir un sérieux risque de surenchère belliciste et d'extension régionale de la guerre dont nul ne sortirait « vainqueur ». **Ce risque est d'autant plus élevé pour le monde entier qu'il recouvre une dimension nucléaire** dont le régime russe, comme certains dirigeants occidentaux, ont laissé entendre qu'ils n'en excluraient pas l'emploi.

Si le droit international ne fait pas des pays fournisseurs d'armes, ou servant de bases arrières à l'armée ukrainienne, des belligérants stricto sensu, il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, aux yeux de la Russie, cela reviendrait à une prise de participation dans le conflit. De plus, l'arrivée – des deux côtés de la ligne de front – de dizaines de milliers de mercenaires dont beaucoup venus de Syrie, de « volontaires », néonazis avérés, du bataillon ukrainien « Azov » et du groupe paramilitaire russe « Wagner » –, et le développement possible d'une guérilla urbaine auront pour conséquence que ni la France, ni aucun autre pays ne sera en mesure de s'assurer que ces livraisons n'alimenteront pas ensuite les réseaux de mercenaires, terroristes et néonazis.

Seule l'action politique est à même de stopper les combats et d'ouvrir des négociations.

Les sanctions économiques prises par l'UE et les pays occidentaux doivent être suffisamment fortes pour tordre le bras du pouvoir politique russe et de ses soutiens économiques et financiers, et contraindre Vladimir Poutine à un cessez-le-feu sans condition et des négociations de paix. Les sanctions ne doivent pas viser le peuple russe sans distinction et renforcer par là-même la propagande de V. Poutine qui lui a imposé cette guerre et qui le réprime avec férocité.

Un mouvement contre la guerre et contre la dictature de V.Poutine se lève avec courage en Russie ; c'est ce mouvement qui rassemble progressistes et démocrates, et où les féministes russes jouent un rôle original, que nous devons soutenir de toutes nos forces. **C'est la mobilisation du peuple russe pour la paix et la démocratie que Vladimir Poutine craint le plus, car seul ce mouvement peut mettre un terme à son règne et ouvrir la voie à une perspective démocratique.**

*

Nous ne voulons ni de la guerre, ni d'une économie de guerre

Dans l'immédiat aussi, il est impératif qu'une **action politique déterminée et coordonnée au plan européen comme international s'attaque aux spéculateurs qui profitent de la guerre** pour faire flamber les prix des matières premières, du blé, du pétrole et du gaz avant même que les sanctions économiques contre la Russie ne produisent leur effet. La spéculation financière doit être interdite et sanctionnée pénalement.

D'ici peu, l'impact de la guerre et des sanctions sur les conditions de vie et de travail des Français-e-s, des Européen-ne-s et de tous les peuples du monde va venir approfondir les actuelles difficultés sociales et économiques déjà graves. Des pays entiers, du Moyen-Orient à l'Afrique, dépendants du blé ukrainien et russe, sont sur le point de voir se multiplier des émeutes de la faim.

Il faut – « quoi qu'il en coûte » aux marchés financiers ! prévenir à tout prix cet impact et **coordonner, au plan international avec l'ONU et ses agences comme la FAO et le PAM ainsi que la BRI et le FMI, la mobilisation des stocks alimentaires et l'approvisionnement en matières premières** des peuples menacés à présent de famine.

La France doit faire prévaloir l'exigence de sécurité humaine collective, telle que définie par le PNUD, et **agir pour la tenue sans délai d'une conférence extraordinaire internationale, sous égide de l'ONU, pour le blocage des prix des céréales et le développement d'un mix énergétique** pour réduire la dépendance aux énergies fossiles.

C'est dès maintenant que doit être mis en place, **comme le propose Fabien Roussel, un Fonds européen démocratique, un « fonds de résilience pour la paix »**, développant les services publics, garantissant la sécurisation des emplois et remplissant l'objectif de transition écologique doit être mis en place.

Un processus politique et pacifique négocié de la guerre en Ukraine et du conflit séparatiste dans le Donbass devra, dans la foulée, **déboucher sur la tenue d'une conférence extraordinaire pour une sécurité collective pan-européenne, sous égide des instances multilatérales, ouverte à tous les pays d'Europe y compris la Russie et l'Ukraine** évidemment.

*

Pour un nouvel ordre international

Les logiques d'alliances opportunistes telles que les met en œuvre l'Otan sont incapables de relever ce défi, au contraire elle les alimente. En cherchant à s'élargir à l'Est jusqu'aux frontières de la Russie, l'Otan a encouragé une logique de surarmement et une logique de blocs antagonistes en Europe. L'Otan a activement nourri la montée des tensions en Ukraine depuis 2014. Elle a poussé le gouvernement ukrainien, à ses risques et périls comme le montre la guerre aujourd'hui, à retarder *sine die* la mise en œuvre les accords de Minsk 2. Dans la même période, l'Otan a contribué au surarmement et a élevé à 2 000 milliards de dollars le niveau des dépenses militaires annuelles au plan mondial ; elle a ravivé la compétition pour la détention de l'arme nucléaire.

La guerre en Ukraine est un échec diplomatique et politique collectif qui devra conduire l'ensemble des pays européens à élaborer de concert un cadre commun de coopération et de sécurité collective pan-européen.

Dans un monde interdépendant, la sécurité de chacun dépend de la sécurité de tous.

L'indépendance stratégique de la France, comme celle des pays membres de l'Union européenne, ne peut plus s'inscrire dans un système qui les font dépendre d'une alliance, l'Otan, dont ils ne maîtrisent ni la direction ni les objectifs stratégiques. Les prétentions hégémoniques – économique, monétaire, politique et culturelle – des Etats-Unis et cet ordre mondial chaotique régi par les logiques de puissances et de « blocs antagonistes » précipitent des peuples entiers dans la pauvreté et l'humiliation, les jettent les uns contre les autres.

L'indépendance stratégique de la France, comme celle des pays membres de l'Union européenne, doit être définie et maîtrisée par eux dans le cadre de coopérations et de partenariats dont le premier but doit être la préservation de la paix et la sécurité collective en Europe comme au plan international.

Ce serait poser les jalons d'un nouvel ordre international, fondé sur la sécurité humaine collective – la paix, la justice sociale et climatique, la solidarité et la coopération entre les peuples –, et auxquels tous aspirent.

*

Un large mouvement populaire pour la paix et la solidarité internationale des peuples et des travailleurs

Le PCF participe et appelle à participer à toutes les initiatives pour la paix et la solidarité lancées par les organisations onusiennes, intersyndicales et les ONG mobilisées, depuis le 24 février, pour porter assistance aux populations ukrainiennes. Le PCF apporte tout son soutien au peuple ukrainien, à tou-t-es les réfugié-e-s et victimes de la guerre, et aux militant-e-s de gauche arrêtés et emprisonnés en Ukraine.

Le PCF dénonce avec force les appels au « tri » des réfugié-e-s et réaffirme que la France, comme tous les pays membres de l'UE, se doit de respecter à la lettre le droit international et les principes de la Convention universelle des droits humains, la Charte des Nations unies et les conventions internationales, et d'accueillir dignement migrant-e-s et réfugié-e-s sans aucune discrimination.

Le PCF, engagé dans la solidarité concrète avec les populations ukrainiennes en détresse, continuera de mettre les locaux de ses sections et fédérations à la disposition des actions de solidarité et collectes de dons. Les maires et les élu-e-s communistes sont mobilisé-e-s pour créer les conditions de cet indispensable accueil.

Le PCF condamne la répression dont sont victimes les partisan-e-s de la paix en Russie et appelle à soutenir les femmes et hommes de culture, les intellectuel-le-s, les responsables politiques et syndicaux, les féministes qui se sont levé-e-s avec courage depuis le 24 février. Le PCF se tient au côté des mères de famille russes, endeuillées par la perte de leurs enfants mobilisés dans l'armée. Le PCF s'oppose avec force, en France, aux diatribes et violences russophobes qui distillent la haine entre les peuples.

Le PCF appelle toutes les forces en France, en Europe, sur tous les continents, partageant l'objectif de bâtir un monde de sécurité collective, de sécurité humaine et de coopération, de fraternité entre les peuples et de solidarité, à se rassembler, s'unir et agir ensemble. Toutes les forces attachées aux

principes intangibles de la primauté du droit international et de la Charte des Nations unies, aux principes inaliénables des droits humains, sociaux et politiques fondamentaux tels que définis dans la Charte universelle des droits humains de 1948, peuvent faire prévaloir la voix d'un nouvel ordre international.

A l'heure où les pandémies et la crise climatique et écologique – qui se jouent des frontières –, où les insupportables inégalités sociales et économiques mondiales plongent des dizaines de millions d'êtres humains dans la famine, la misère, la désolation et les conflits, l'humanité dans son ensemble court à sa perte si elle ne se donne pas les moyens de relever ces défis au plan mondial et de faire prévaloir des relations internationales pacifiques et mutuellement avantageuses.

Le PCF, engagé depuis sa création dans cette perspective d'émancipation humaine et de transformation sociale profonde, entend mettre toute son énergie à la construction d'un large et puissant mouvement pour la paix et la sécurité collective européenne et internationale.

Ouvrons enfin le chemin de la « grande paix humaine ». Le PCF appelle toutes les forces individuelles comme collectives disponibles et partageant cet objectif à se rassembler et agir ensemble ; **il n'est pas trop tard :**

- Le PCF continuera de prendre toutes les initiatives possibles, au plan national, européen et international, pour un cessez-le-feu immédiat en Ukraine et l'ouverture de négociations sous égide de l'ONU, et de participer à toutes les mobilisations portant cet objectif et la solidarité avec les victimes de la guerre ;
- Le PCF appelle à participer en nombre au contre-sommet de l'Otan, en juin à Madrid, initié par les gauches européennes, pour porter en semble l'exigence d'un nouveau cadre commun, pan-européen, de coopération et de sécurité collective en Europe ;
- Pour contribuer à plus longue échéance à la construction d'un large et puissant mouvement pour la paix, le PCF s'engage dès aujourd'hui dans la préparation d'une mobilisation de masse, le 21 septembre 2022, à l'occasion de la journée internationale de la paix, initiée par l'Onu.